

# POLLUTION DE L'EAU




© Source : pixabay.com / Auteur : giogio55

## SOMMAIRE

<b>COMPRENDRE</b> .....	2
QU'EST-CE QU'UNE EAU POLLUÉE ? .....	2
POURQUOI LUTTER CONTRE LA POLLUTION DE L'EAU ? .....	2
<b>CONNAÎTRE</b> .....	3
LES INFRACTIONS POUR POLLUTION DE L'EAU .....	3
DÉLIT DE POLLUTION DE L'EAU .....	3
DÉLIT DE POLLUTION DES EAUX DOUCES DE SURFACE .....	4
DÉLIT DE POLLUTION DES EAUX MARINES .....	4
LES STRUCTURES EN CHARGE DU CONTRÔLE DE LA RÉGLEMENTATION .....	5
<b>AGIR</b> .....	7
QUE FAIRE EN CAS DE CONSTATATION DE POLLUTION DE L'EAU ? .....	7
CONTACTS .....	7



## COMPRENDRE...

L'eau fait partie du **patrimoine commun** et sa protection, sa mise en valeur et le développement de cette ressource doivent se réaliser dans le respect des équilibres naturels. C'est un principe d'intérêt général ( [Art. L.210-1 C. de l'environnement](#)).

### ■ QU'EST-CE QU'UNE EAU POLLUÉE ?

La pollution de l'eau est une **dégradation de l'environnement** par l'intégration de matières n'étant pas naturellement présentes dans le milieu. Cette pollution peut prendre différentes formes. Plusieurs indices peuvent nous alerter :

→ **Une prolifération d'algues.** – Lorsque les algues sont présentes en quantité trop importante, elles peuvent entraîner un processus **d'eutrophisation**. Ce changement est principalement lié aux activités humaines, à l'agriculture et à l'industrie.

→ **Une modification physique du milieu aquatique.** – Cette modification peut se traduire par une accentuation/intensification de l'opacité de l'eau. Cette modification a, par exemple, pour cause le lavage de matériaux de sablière ou de carrière. Elle peut aussi se traduire par une modification de la salinité (ex : cas des eaux d'exhaure des mines de sel).

Enfin, il peut s'agir d'une augmentation de la température (ex : cas des eaux de refroidissement des centrales nucléaires).



© Source : Pixabay – auteur : Jerzy Gorecki

→ **La présence de bactéries ou de virus dangereux.** – Cette existence de germes est souvent due aux rejets des foyers domestiques, des hôpitaux, des élevages et certaines industries agro-alimentaires.

→ **Un déclin de la teneur en oxygène.** – En effet, certaines substances vont consommer cet oxygène. Il s'agit par exemple des sous-produits qui sont rejetés par l'industrie laitière, le sang qui est rejeté par l'industrie de la viande, les déchets qui sont contenus dans les eaux usées domestiques etc. On remarque cette diminution de l'oxygène par la mortalité importante de poissons.

→ **L'existence de produits toxiques.** – Soit ces produits ont un effet immédiat et provoquent la mort rapide de différents organismes, soit ils ont un effet qui ne se constate qu'avec le temps.

### ■ POURQUOI LUTTER CONTRE LA POLLUTION DE L'EAU ?

Les conséquences de la pollution des milieux aquatiques sont multiples. Elles conduisent à des **mortalités massives d'espèces**, mais elles ont aussi des effets moins visibles : une **eutrophisation** des milieux, des **effets toxiques** à plus ou moins long terme (maladies, perturbations endocriniennes...)¹. En d'autres termes, la pollution de l'eau met en danger la faune et la flore aquatique, ainsi que la vie des êtres humains, puisque l'eau que l'on pollue, c'est également celle que l'on consomme.

¹ [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr), *Les impacts de la pollution de l'eau*, date de publication : 11 avril 2019, [consulté le 23 août 2019], disponible sur : <https://www.eaufrance.fr/les-impacts-de-la-pollution-de-leau>.



## ■ LES INFRACTIONS POUR POLLUTION DE L'EAU

Plusieurs articles du Code de l'environnement sont susceptibles de sanctionner un délit de pollution de l'eau. Nous abordons les principaux ci-après.

### ▶ DÉLIT DE POLLUTION DE L'EAU (☐ Art. L.216-6 C. de l'environnement)

#### ☐ Art. L.216-6 C. de l'environnement

*Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux **superficielles, souterraines ou les eaux de la mer** dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des **effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune**, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en **eau ou des limitations d'usage des zones de baignade**, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. Le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par l'article L. 173-9.*

*Ces mêmes peines et mesures sont applicables au fait de **jeter ou abandonner des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer** dans la limite des eaux territoriales, **sur les plages ou sur les rivages de la mer**. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires.*

*Le délai de prescription de l'action publique des délits mentionnés au présent article court à compter de la découverte du dommage.*

Ce délit est **le plus général des délits** de pollution de l'eau. Il punit des faits de rejet et déversement de substances nuisibles dans les cours d'eau et mers.

**Sanction.** – Il est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.

ⓘ Le juge peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure.

**Lorsque les rejets sont autorisés par arrêté**, ils sont encadrés par des prescriptions plus ou moins strictes. Le non-respect de ces prescriptions est également sanctionné par cet article.

Les mêmes peines et mesures sont applicables au fait de jeter ou abandonner des **déchets en quantité importante** dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer.

⚠ Ces dispositions **ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires** qui relèvent d'un autre article.

Autrement dit, cette protection **concerne toutes les eaux**, et il s'agit de prouver que les substances déversées dans l'eau ont soit...

→ ...des effets nuisibles sur la **santé**, ou...

→ ...entraînent des dommages à la **flore ou à la faune**, ou...

- ...des modifications significatives du **régime normal d'alimentation en eau**, ou...
- ...des limitations d'usages des **zones de baignades**.

## ► DÉLIT DE REJET D'HYDROCARBURES EN MER ( Art.L.218-11 et suiv. C. de l'environnement)

### ■ Art. L.218-11 C. de l'environnement

*Est puni de 50 000 € d'amende, le fait pour tout responsable à bord d'un navire de se rendre coupable d'un rejet de substance polluante en infraction aux dispositions des règles 15 et 34 de l'annexe I, relatives aux contrôles des rejets d'hydrocarbures, ou en infraction aux dispositions de la règle 13 de l'annexe II, relative aux contrôles des résidus de substances liquides nocives transportées en vrac, de la convention Marpol. En cas de récidive, les peines encourues sont portées à un an d'emprisonnement et 100 000 € d'amende.*

Les dispositions de cet article et des suivants sanctionnent plus précisément les rejets polluants des navires en mer, ressortant notamment de la Convention internationale Marpol. Elles prévoient également des mesures spécifiques concernant les capitaines de navire.

**Sanction.** – Certaines circonstances aggravantes peuvent justifier d'augmenter les sanctions.

## ► DÉLIT DE REJETS NUISIBLES EN MER OU DANS LES EAUX SALEES ( Art. L.218-73 C. de l'environnement)

### ■ Art. L.218-73 C. de l'environnement

*Est puni d'une amende de 22 500 euros le fait de jeter, déverser ou laisser écouler, directement ou indirectement en mer ou dans la partie des cours d'eau, canaux ou plans d'eau où les eaux sont salées, des substances ou organismes nuisibles pour la conservation ou la reproduction des mammifères marins, poissons, crustacés, coquillages, mollusques ou végétaux, ou de nature à les rendre impropres à la consommation.*

C'est un délit de pollution des eaux qui est sanctionné lorsque les rejets sont **nuisibles à la faune et à la flore marines** ainsi qu'à leur reproduction.

**Sanction.** – Ce délit est puni d'une amende de 22 500 €.

## ► DÉLIT DE POLLUTION DES EAUX DOUCES DE SURFACE ( Art. L.432-2 C. de l'environnement)

C'est un délit de pollution des eaux douces de surface et qui a un impact nuisible sur **la vie piscicole**. Cette protection s'applique aussi aux **crustacés** et aux **grenouilles** ainsi qu'à leur frai ( art. L.432-3 C. de l'environnement).

**Sanction.** – Ce délit est puni de deux ans d'emprisonnement et de 18 000 € d'amende.

### ■ Art. L.432-2 C. de l'environnement

*Le fait de jeter, déverser ou laisser écouler dans les eaux mentionnées à l'article L. 431-3, directement ou indirectement, des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont détruit le poisson ou nui à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 18 000 euros d'amende. Le délai de prescription de l'action publique des délits mentionnés au présent article court à compter de la découverte du dommage.*

⚠ **La loi n'exige pas qu'il y ait eu une destruction effective de poissons.** Il suffit que le déversement de substances polluantes ait été susceptible de détruire le poisson, de nuire à sa nutrition, à son site de reproduction ou à sa valeur alimentaire ou qu'il ait nuit à son biotope.

① En ce qui concerne les personnes responsables de l'infraction, il est intéressant de noter que **le maire pourra être responsable de l'infraction**. Le Code de l'environnement punit le fait de déverser mais également celui de « *laisser écouler* » la substance nocive. Ainsi, la négligence d'une autorité publique pourra la rendre responsable. En effet, rappelons que la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, et comprend notamment « *le soin de prévenir, par des précautions convenables, [...] les pollutions de toute nature* » (☑ [Art. L.2212-2 C. général des collectivités territoriales](#)).

## ■ LES STRUCTURES EN CHARGE DU CONTRÔLE DE LA RÉGLEMENTATION<sup>2</sup>

La vérification de l'application des règles de protection des ressources en eau et des milieux aquatiques relève des **fonctionnaires et agents publics des services de l'État et de ses établissements publics** dans le cadre de la **police de l'eau**. Cette police s'exerce dans **un cadre administratif ou judiciaire**. Ainsi, la mission des services de l'État et des établissements publics est, d'une part, de **vérifier le respect des prescriptions administratives** (*mission de police administrative*) et, d'autre part, de **constater les éventuelles infractions à la réglementation sur l'eau** (*mission de police judiciaire*).

En matière de pollution par les navires, d'autres autorités sont compétentes pour constater les infractions : administrateurs des affaires maritimes, officiers des corps techniques et administratifs des affaires maritimes, fonctionnaires des services maritimes des ports autonomes maritimes et grands ports maritimes... Elles sont prévues à l'article [L.218-26 du Code de l'environnement](#).

Plus précisément, en matière judiciaire, les fonctionnaires ou agents publics ont la qualité d'**inspecteurs de l'environnement**, lorsqu'ils appartiennent à différents organismes publics :

- Les services déconcentrés de l'État : services de police de l'eau des Directions Départementales des Territoires et de la Mer (**DDTM**) et services de police de l'environnement des Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (**DREAL**) ;
- L'Office Français de la Biodiversité (**OFB**)
- Les **parcs nationaux**...

Selon leurs compétences techniques et leur service d'affectation, **ils peuvent avoir deux types d'attribution** : relatives à **l'eau et à la nature**, ou bien relatives à **l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement**.

À l'instar des policiers et gendarmes, les inspecteurs de l'environnement - commissionnés et assermentés pour exercer des missions de police judiciaire **sous l'autorité du procureur de la République** - sont habilités à **rechercher et constater certaines infractions environnementales**, en particulier celles relatives à la protection de l'eau (☑ [Art. L. et R.216-1 et suivants C. de l'environnement](#)). Disposant de certaines **prérogatives de police judiciaire** (constatation, visite domiciliaire, audition, investigations, etc.), ils sont amenés à **identifier les auteurs** présumés d'infraction, et à **dresser des procès-verbaux**,

---

<sup>2</sup> [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr), *Réglementer et contrôler*, date de publication : 25 juin 2019, [consulté le 23 août 2019], disponible sur : <https://www.eaufrance.fr/reglementer-et-controler>.

constatant les infractions. À réception, les **procureurs de la République** décident des suites à donner à ces constats d'infraction, et peuvent dans les cas les plus graves ordonner des poursuites devant le tribunal correctionnel (délits) ou de police (contraventions). Les personnes poursuivies s'exposent à des sanctions pénales classiques (amende, voire emprisonnement) et/ou spécifiques (obligation de réaliser des travaux de remise en état, mise aux normes d'installation...).

La **gendarmerie** et la **police nationale** peuvent aussi participer aux actions de police de l'eau, de même que **les maires** et **les agents de police municipale**.

**Afin de coordonner** l'action des différents services de police ayant trait à l'eau et à l'environnement, chaque préfecture départementale est dotée d'une **Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN)**. Réunie sous l'autorité du préfet de département, celle-ci rassemble les acteurs de police de l'eau ainsi que d'autres organismes effectuant des actions de police : Agence régionale de santé, Office national des forêts, direction départementale de la protection des populations ...

❶ Le rôle de la MISEN est notamment d'**établir un plan de contrôle de police commun** à tous ces intervenants. Elle permet aussi de faire le lien avec la mise en œuvre de la politique de l'eau et de la nature dans le département.

❶ La DREAL assure la coordination des MISEN à l'échelle régionale.

## ■ **LES RÉGLEMENTATIONS IOTA ET ICPE**<sup>3</sup>

La réglementation des installations, ouvrages, travaux et aménagements, dite « **réglementation IOTA** », fixe le cadre du régime administratif nécessaire (autorisation, déclaration) pour l'exercice d'un certain nombre d'**activités dans les milieux aquatiques et à leurs abords** : assèchement de zones humides, prélèvements d'eau dans un cours d'eau, rejets des stations d'épuration, etc. L'ensemble des cas concernés sont énumérés dans la **nomenclature IOTA** (☑ [Art. R.214-1 C. de l'environnement](#)).

La réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, dite « **réglementation ICPE** », fixe le cadre du régime administratif nécessaire (autorisation, enregistrement, déclaration) pour l'exercice d'un certain nombre d'**activités industrielles et agricoles susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'environnement** (l'eau, l'air, les sols, la biodiversité, etc.). Elle s'applique notamment aux installations importantes, effectuant des prélèvements ou des rejets dans les milieux.

Depuis le 1er mars 2017, les installations IOTA et ICPE relèvent du **nouveau régime de l'autorisation environnementale unique**. L'instruction des demandes d'autorisation fait alors l'objet d'un **dossier unique**, qui permet in fine à l'autorité administrative de statuer par une seule décision au titre de plusieurs réglementations environnementales (défrichement, espèces protégées, etc.).

---

<sup>3</sup> [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr), *Réglementer et contrôler*, date de publication : 25 juin 2019, [consulté le 23 août 2019], disponible sur : <https://www.eaufrance.fr/reglementer-et-controler>.



### ■ QUE FAIRE EN CAS DE CONSTATATION D'UNE POLLUTION DE L'EAU ?


✓ **Prenez des photos claires qui comprennent un maximum d'éléments de preuve.** Si possible, tentez d'identifier l'origine présumée de la pollution.

① Il vous est également possible de prélever des échantillons. Néanmoins, faites-le avec beaucoup de précaution (usage de gants, rinçage des mains etc.) et ne vous mettez pas en danger pendant la phase de prélèvement. Par exemple, dans le cas où vous prélèveriez un poisson mort pour cause de pollution ou de l'eau supposée polluée, veillez à placer ces échantillons dans un récipient hermétique, au frais, dans le noir, et ceci le plus rapidement possible.

Vous pouvez vous rapprocher des fédérations de pêche pour savoir si elles ont connaissance de la dégradation.

✓ **Signalez rapidement ces faits au service départemental ou régional de l'OFB, à la gendarmerie locale, ou à la préfecture,** afin que ces autorités puissent constater et faire cesser les faits observés dans les plus brefs délais.

① Si vous constatez que le rejet est dû à une installation industrielle, contactez l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

① Si l'auteur des faits ne réagit pas de manière adaptée pour faire cesser la pollution ou y remédier, le préfet de département pourra lui ordonner de prendre des mesures adaptées qu'il détaillera ( [Art. L.211-5 C. de l'environnement](#)).